DOC 55 **1435/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 juillet 2020

PROPOSITION DE LOI

modifiant le Code de la nationalité belge en vue d'instaurer un test de citoyenneté

(déposée par M. Christoph D'Haese)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 juli 2020

WETSVOORSTEL

tot wijziging van het wetboek van de Belgische nationaliteit met het oog op de invoering van een burgerschapstest

(ingediend door de heer Christoph D'Haese)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à conditionner l'obtention de la nationalité belge à un test de citoyenneté.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt een burgerschapstest in te voeren als voorwaarde voor het verwerven van de Belgische nationaliteit.

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
PS	:	*Parti Socialiste*
VB	:	*Vlaams Belang*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
PVDA-PTB	:	*Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
sp.a	:	*socialistische partij anders*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
DéFI	:	*Démocrate Fédéraliste Indépendant*
INDEP-ONAFH	:	*Indépendant - Onafhankelijk*

Abréviations dans la numérotation des publications:		*Afkorting bij de numering van de publicaties:*	
DOC 55 0000/000	*Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi*	*DOC 55 0000/000*	*Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA	*Questions et Réponses écrites*	*QRVA*	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV	*Version provisoire du Compte Rendu Intégral*	*CRIV*	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag*
CRABV	*Compte Rendu Analytique*	*CRABV*	*Beknopt Verslag*
CRIV	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)*	*CRIV*	*Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)*
PLEN	*Séance plénaire*	*PLEN*	*Plenum*
COM	*Réunion de commission*	*COM*	*Commissievergadering*
MOT	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*	*MOT*	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Par la présente proposition de loi, nous entendons instaurer un test de citoyenneté dans la législation relative à la nationalité belge. Il s'agit d'un test ou d'un examen par lequel un(e) candidat(e) à la nationalité belge peut démontrer qu'il/elle possède une connaissance élémentaire d'une société donnée. Ce test peut contenir différents éléments tels que la connaissance linguistique, l'histoire, les connaissances institutionnelles et les aspects culturels. Plusieurs pays l'appliquent déjà, quoique sa finalité diffère parfois (titre de séjour ou nationalité). La présente proposition de loi conditionne donc l'obtention de la nationalité belge par acquisition ou naturalisation à la réussite du test de citoyenneté. Ainsi qu'il sera expliqué par la suite, des exceptions seront toutefois prévues pour les personnes qui ne sont pas en état de passer l'épreuve en raison d'un handicap ou qui ont été scolarisées en Belgique.

Le test de citoyenneté est instauré dans le but de valoriser le certificat de nationalité. Ainsi, une nationalité ne se résume pas à un bout de papier, un passeport ou une ligne sur la carte d'identité, c'est la preuve que l'intéressé possède un lien avec un pays. La nationalité n'est donc plus un moyen d'intégration, mais la preuve d'un processus d'intégration réussi. La Belgique mène depuis des années une mauvaise politique en matière de nationalité (par exemple la loi instaurant la procédure accélérée de naturalisation), de sorte que la nationalité belge n'implique plus aucune appréciation des valeurs et des normes, ni même la moindre connaissance de notre société. Et même si, fort heureusement, le Code de la nationalité belge a déjà été modifié à bon escient, il peut encore être amélioré.

À l'étranger, les examens de citoyenneté n'ont rien de nouveau. Ainsi, aux Pays-Bas, la réussite de l'examen d'intégration est l'une des conditions pour devenir Néerlandais par naturalisation. Cet examen s'articule en deux volets: un premier mesure la connaissance du néerlandais (compétences à la lecture, à l'expression orale, à l'audition et à l'écriture), tandis que le second se concentre sur la société néerlandaise et le marché du travail. Ainsi, les questions relatives à la partie "connaissance de la société néerlandaise" portent-elles sur des situations précises au travail et sur la manière d'y réagir. Par exemple, une question placera le répondant devant le cas d'une femme, nouvelle arrivante, travaillant comme aide-soignante dans un centre résidentiel et de soins. Elle ignore si elle doit ou non s'adresser à certaines

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Wij willen met dit wetsvoorstel een burgerschapstest invoeren in de Belgische nationaliteitswetgeving. Een burgerschapstest is een test of examen waardoor kandidaat-Belgen kunnen bewijzen dat zij een basiskennis hebben over een bepaalde samenleving. Een dergelijke test kan verschillende elementen omvatten, zoals bijvoorbeeld taalkennis, geschiedenis, institutionele kennis, culturele aspecten… Verschillende landen hanteren zo'n test, zij het niet altijd met dezelfde finaliteit (verblijfstitel of nationaliteit). Dit wetsvoorstel voert de burgerschapstest in als een voorwaarde om de Belgische nationaliteit te verwerven via verkrijging of naturalisatie. Zoals verder zal worden uitgelegd, zijn er wel uitzonderingen voor personen die niet in staat zijn om de test af te leggen wegens beperkingen of voor personen die in België school hebben gelopen.

Het doel van de invoering van de burgerschapstest is het nationaliteitsdocument op te waarderen. Het hebben van een nationaliteit wordt zo niet louter een papier, een reispas of een lijntje op je identiteitskaart, maar een bewijs van een band met een land. Nationaliteit is dan niet langer een integratiemiddel, maar het bewijs van een geslaagd integratieproces. In België is jarenlang een verkeerd nationaliteitsbeleid gevoerd (bv. snel-Belgwet), waardoor de Belgische nationaliteit geen appreciatie voor waarden en normen of zelfs maar de minste kennis van de onze samenleving meer inhoudt. Hoewel het Wetboek van de Belgische nationaliteit gelukkig al ten goede gewijzigd is, kan het nog beter.

In het buitenland vinden we al langer voorbeelden van burgerschapsexamens. In Nederland is het slagen op het inburgeringsexamen één van de voorwaarden om via naturalisatie Nederlander te worden. Het inburgeringsexamen bestaat er uit twee delen. Een deel dat de kennis van de Nederlandse taal test (lees-, spreek-, luister- en schrijfvaardigheid) en een deel dat zich richt op de Nederlandse samenleving en arbeidsmarkt. Zo gaan de vragen voor het gedeelte "kennis van de Nederlandse maatschappij" over bepaalde situaties op het werk en hoe men het beste kan reageren. Een voorbeeldvraag vertrekt vanuit de situatie waarbij een vrouw, de zogezegde nieuwkomer, in een woonzorgcentrum als verzorgende werkt. Ze weet niet of ze enkele personen met 'u' moet aanspreken of niet. Men krijgt

personnes en les vouvoyant. Le/La candidat(e) a alors plusieurs réponses possibles (par exemple: demander à un collègue, tutoyer tout le monde…).

Des dispenses peuvent être accordées pour les deux parties de l'examen d'intégration néerlandais.

L'Allemagne applique l'*Einbürgerungstest*. Celui-ci se compose de 33 questions à choix multiple et requiert 17 réponses correctes. Les questions portent sur la démocratie allemande, l'histoire du pays et sur les gens et la société. Le test doit être passé en allemand.

Pour obtenir la nationalité française par naturalisation, le/la candidat(e) doit démontrer qu'il/elle est intégré(e) dans la société française. Pour ce faire, il/elle doit attester d'une connaissance de la langue ainsi que d'une certaine connaissance des valeurs de la société française. Si la connaissance linguistique peut être démontrée à l'aide d'un certificat, la connaissance de la société française doit en revanche faire l'objet d'un entretien avec un fonctionnaire. Pour ce faire, il faut d'abord assimiler les principes et les valeurs de la République. Ensuite, le/la candidat(e) doit disposer d'une connaissance élémentaire de l'histoire, de la culture et de la société française. Il/elle doit également signer une charte énumérant les droits et les devoirs du citoyen français.

Le Royaume-Uni exige également que le/la candidat(e) possède une connaissance suffisante de l'anglais lors de sa demande de naturalisation et réussisse un test portant sur la vie au Royaume-Uni. Ce test se compose de 24 questions à choix multiple portant sur les traditions et coutumes britanniques. Le/la candidat(e) doit répondre correctement à 18 questions au minimum. Les questions portent notamment sur les valeurs et les principes, l'histoire, la société et l'organisation institutionnelle du Royaume-Uni.

Nous proposons également d'organiser le test de citoyenneté en deux parties. Dans une première partie, le/la candidat(e) devra prouver sa connaissance linguistique. Cette connaissance peut être démontrée par un certificat délivré par un établissement agréé. Le/la candidat(e) ayant suivi avec succès un enseignement dans cette langue sera également réputé(e) la connaître. Ainsi, le/la candidat(e) qui aura achevé avec succès le cycle du vwo (voorbereidend wetenschappelijk onderwijs) aux Pays-Bas sera dispensé(e) de l'épreuve linguistique pour s'établir en Région flamande. La seconde partie du test de citoyenneté englobe la connaissance de notre société.

La situation institutionnelle que nous connaissons en Belgique complique toutefois les choses. En effet, la

enkele mogelijke antwoorden voorgeschoteld (bv. het aan een collega vragen, iedereen met "jij" aanspreken…).

Voor beide delen van het Nederlandse inburgeringsexamen zijn vrijstellingen mogelijk.

In Duitsland kent men de *Einbürgerungstest*. Die bestaat uit 33 meerkeuzevragen waarvan men er minstens 17 correct moet beantwoorden. De vragen gaan over de Duitse democratie, de geschiedenis van het land en over mens en maatschappij. De test moet afgelegd worden in het Duits.

Om de Franse nationaliteit te verkrijgen via naturalisatie moet men bewijzen dat men geïntegreerd is in de Franse gemeenschap. Hiervoor moet men zowel taalkennis kunnen aantonen als een zekere kennis van de waarden van de Franse gemeenschap. De taalkennis kan men via een attest bewijzen, maar de kennis over de Franse gemeenschap moet men aantonen tijdens een gesprek met een ambtenaar. Ten eerste wordt hiervoor de verinnerlijking van de principes en waarden van de Republiek vereist. Daarnaast moet men een basiskennis hebben van de geschiedenis, de cultuur en de Franse gemeenschap. Ook wordt geëist dat men een charter ondertekent met de rechten en plichten van de Franse burger.

In het Verenigd Koninkrijk is het eveneens vereist dat men bij de aanvraag voor naturalisatie voldoende Engels kent en slaagt in een test met betrekking tot het leven in het Verenigd Koninkrijk. Deze test bestaat uit 24 meerkeuzevragen over Britse tradities en gebruiken. Daarvan moet de kandidaat-Brit minstens 18 vragen correct beantwoorden. De vragen gaan onder andere over waarden en principes, geschiedenis, de gemeenschap en de institutionele inrichting van het Verenigd Koninkrijk.

Wij stellen voor om de burgerschapstest eveneens te organiseren in twee delen. In een eerste deel moet de kandidaat-Belg zijn taalkennis, bewijzen. Deze taalkennis kan bewezen worden door een attest van een erkende instelling. Ook wie met succes onderwijs heeft gevolgd in deze taal zal geacht worden de taal te kennen. Zo zal een persoon die in Nederland met succes het vwo heeft beëindigd, vrijgesteld zijn van de taaltest om zich in het Vlaamse Gewest te vestigen. Een tweede deel van de burgerschapstest behelst kennis van onze samenleving.

De staatsrechtelijke situatie in België brengt echter een moeilijkheid met zich mee. Nationaliteitswetgeving

législation relative à la nationalité constitue une compétence fédérale, alors que l'intégration a été transférée aux Communautés (*cf.* l'article 5, § 1er, II, 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles). Cette particularité n'empêche toutefois pas le législateur fédéral de conditionner l'obtention de la nationalité à un test de citoyenneté. Nous proposons donc que le cadre minimal soit défini au niveau fédéral, mais que l'élaboration du test de citoyenneté soit confiée aux communautés respectives.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

L'article 2 introduit la notion de "test de citoyenneté". Ce terme est nouveau dans le Code de la nationalité belge. Il faut préciser qu'il s'agit du test de citoyenneté défini dans le nouvel article 7*ter*.

Art. 3

Le nouvel article 7*ter* définit le test de citoyenneté instauré par la présente proposition de loi. Ainsi qu'il a déjà été indiqué dans les développements, le but est que le test se compose de deux parties. Dans la première, le/la candidat(e) doit prouver sa connaissance de la langue de la Région dans laquelle il ou elle souhaite résider ou réside déjà. Cette connaissance linguistique peut être démontrée par un certificat délivré par un établissement agréé. Celui ou celle qui aura suivi avec succès un enseignement dans cette langue sera réputé(e) la connaître. Ainsi, un(e) candidat(e) ayant achevé avec succès le vwo (voorbereidend wetenschappelijk onderwijs) aux Pays-Bas sera dispensé(e) de l'épreuve linguistique pour s'établir en Région flamande. Le/la candidat(e) doit obtenir au minimum le niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues.

La deuxième partie du test de citoyenneté porte sur la connaissance de notre société. Elle peut concerner les institutions et comporter un volet concernant la connaissance de base de l'histoire et des normes et valeurs, par exemple des droits de l'Homme (exemples: égalité entre les femmes et les hommes, abolition de la peine de mort, etc.). Ces connaissances peuvent être évaluées au moyen de questions à choix multiple ou de questions ouvertes. En cas de questions ouvertes, il faudra cependant veiller à optimaliser les chances que l'évaluation soit objective.

is immers een bevoegdheid van de federale overheid, terwijl integratie en inburgering overgeheveld is naar de gemeenschappen (zie artikel 5, § 1, II, 3, BWHI). Dit belet echter niet dat de federale wetgever een burgerschapstest kan invoeren als voorwaarde om de nationaliteit te verwerven. Wij stellen dus voor dat de federale wetgeving het minimale kader zal bepalen, maar dat de uitwerking van de burgerschapstest zelf gebeurt door de respectievelijke gemeenschappen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Art. 2

In artikel 2 wordt het begrip "burgerschapstest" toegevoegd. Deze term is nieuw in het Wetboek van Belgische nationaliteit. Er moet verduidelijkt worden dat het gaat om de burgerschapstest zoals die omschreven wordt in het nieuwe artikel 7*ter*.

Art. 3

Het nieuwe artikel 7*ter* omschrijft de burgerschapstest die wordt ingevoerd door dit wetsvoorstel. Zoals eerder al vermeld in de algemene toelichting is het de bedoeling dat de test uit twee onderdelen bestaat. In een eerste deel moet de kandidaat-Belg zijn taalkennis van de streektaal van de regio waar de persoon in kwestie wil verblijven of reeds verblijft, bewijzen. Deze taalkennis kan bewezen worden door een attest van een erkende instelling. Ook wie met succes onderwijs heeft gevolgd in deze taal zal geacht worden de taal te kennen. Zo zal een persoon die in Nederland met succes het vwo heeft beëindigd, vrijgesteld zijn van de taaltest om zich in het Vlaamse Gewest te vestigen. De kandidaat-Belg moet minimaal niveau B1 van het Europees Referentiekader voor Talen behalen.

Een tweede deel van de burgerschapstest behelst kennis van onze maatschappij. Het kan hierbij gaan over instellingen, een deel basiskennis van de geschiedenis en normen en waarden, zoals mensenrechten (bv. gelijkheid tussen mannen en vrouwen, geen doodstraf meer…). Deze kennis kan gepeild worden aan de hand van meerkeuzevragen of open vragen. Bij open vragen moet men er wel voor zorgen dat de kans op een objectieve beoordeling optimaal is.

Les conditions spécifiques seront précisées dans un arrêté royal après la conclusion d'un accord de coopération. Dans le cadre fédéral, chaque communauté pourra donc élaborer des conditions spécifiques. On pourra, pour cela, procéder à une comparaison avec des exemples fructueux à l'étranger et rien n'empêche de s'appuyer, à cet effet, sur les cours d'intégration déjà existants.

L'arrêté royal indiquera également comment les personnes qui sont dans l'impossibilité physique ou mentale de passer le test avec succès pourront néanmoins obtenir la nationalité belge.

Art. 4 et 5

Ces articles indiquent qui doit réussir le test de citoyenneté. La réussite du test de citoyenneté est une condition instaurée pour quiconque souhaite obtenir la nationalité belge par acquisition ou naturalisation.

De specifieke vereisten zullen uitgewerkt worden in een koninklijk besluit, na het afsluiten van een samenwerkingsakkoord. Elke gemeenschap krijgt dus binnen het federale kader de mogelijkheid om specifieke vereisten uit te werken. Hier kan men vergelijken met goed werkende voorbeelden uit het buitenland en niets belet dat zij hiervoor de reeds bestaande integratiecursussen als basis nemen.

In het koninklijk besluit wordt ook bepaald op welke manier personen met een fysieke of mentale onmogelijkheid om in de test te slagen toch de Belgische nationaliteit kunnen verkrijgen.

Art. 4 en 5

In deze artikelen wordt gespecificeerd wie moet slagen in de burgerschapstest. Het slagen in de burgerschapstest wordt voor iedereen die de Belgische nationaliteit wil verwerven via verkrijging of naturalisatie, ingevoerd.

Christoph D'HAESE (N-VA)

PROPOSITION DE LOI

Article 1er

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 1er, § 2, du Code de la nationalité belge, il est ajouté un 10°, rédigé comme suit:

"10° test de citoyenneté: le test de citoyenneté visé à l'article 7*ter* de la présente loi."

Art. 3

Dans le même Code, il est inséré un article 7*ter*, rédigé comme suit:

"Art. 7*ter*. Le test de citoyenneté se compose de deux parties que l'intéressé doit réussir.

1° un test linguistique portant sur l'expression orale, l'expression écrite, la compréhension à la lecture et la compréhension à l'audition du français pour le test de citoyenneté organisé par la Communauté française, du néerlandais pour le test de citoyenneté organisé par la Communauté flamande et de l'allemand pour le test de citoyenneté organisé par la Communauté germanophone. Le niveau atteint doit être égal au niveau B1 du Cadre européen commun de référence pour les langues;

2° un test sur la connaissance de la société.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le contenu du test défini dans un accord de coopération conclu avec les Communautés en application de l'article 92*bis*, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles."

Art. 4

Dans l'article 12*bis*, § 1er, du même Code, remplacé par la loi du 4 décembre 2012 et modifié en dernier lieu par la loi du 18 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 1° est complété par un c), rédigé comme suit: "c) et a réussi le test de citoyenneté;"

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Dit artikel regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 1, § 2, van het Wetboek Belgische nationaliteit wordt aangevuld met een bepaling onder 10°, luidende:

"10° burgerschapstest: de burgerschapstest zoals bedoeld in artikel 7*ter* van deze wet."

Art. 3

In hetzelfde wetboek wordt een artikel 7*ter* ingevoegd, luidende:

"Art. 7*ter*. De burgerschapstest bestaat uit twee delen waarop de betrokkene geslaagd moet zijn.

1° een taaltest waarbij de spreek-, schrijf-, lees- en luistervaardigheid getest wordt van het Frans voor de burgerschapstest georganiseerd door Franse gemeenschap, het Nederlands voor de burgerschapstest georganiseerd door de Vlaamse gemeenschap en het Duits voor de burgerschapstest georganiseerd door de Duitstalige gemeenschap. Het behaalde niveau moet gelijk zijn aan het niveau B1 van het Europees Referentiekader voor Talen;

2° een test betreffende de kennis van de samenleving.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de inhoud van de test die bepaald wordt door een samenwerkingsakkoord dat wordt gesloten met de Gemeenschappen met toepassing van artikel 92*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen."

Art. 4

In artikel 12*bis*, § 1, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 4 december 2012 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met een bepaling onder c), luidende: "c) en in de burgerschapstest geslaagd is;"

2° le 2° est complété par un f), rédigé comme suit: “f) et a réussi le test de citoyenneté;”

3° le 3° est complété par un f), rédigé comme suit: “f) et a réussi le test de citoyenneté;”

4° le 4° est complété par un e), rédigé comme suit: “f) et a réussi le test de citoyenneté;”

5° le 5° est complété par un e), rédigé comme suit: “f) et a réussi le test de citoyenneté;”.

Art. 5

L’article 19, § 1er, alinéa 1er, du même Code, remplacé par la loi du 4 décembre 2012 et modifié en dernier lieu par la loi du 18 juin 2018, est complété par un 5°, rédigé comme suit: “5° et a réussi le test de citoyenneté;”.

Art. 6

La présente loi entre en vigueur le 1er septembre 2021.

20 mai 2020

2° in de bepaling onder 2° wordt aangevuld met een bepaling onder f), luidende: “f) en in de burgerschapstest geslaagd is;”

3° de bepaling onder 3° wordt aangevuld met een bepaling onder f), luidende: “f) en in de burgerschapstest geslaagd is;”

4° de bepaling onder 4° wordt aangevuld met een bepaling onder e), luidende: “e) en in de burgerschapstest geslaagd is;”

5° de bepaling onder 5° wordt aangevuld met een bepaling onder e), luidende: “e) en in de burgerschapstest geslaagd is;”.

Art. 5

Art. 19, § 1, eerste lid, van hetzelfde wetboek, vervangen bij de wet van 4 december 2012 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, wordt aangevuld met een bepaling onder 5°, luidende: “5° en in de burgerschapstest geslaagd zijn;”.

Art. 6

Deze wet treedt in werking op 1 september 2021.

20 mei 2020

Christoph D’HAESE (N-VA)

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij